

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2020/41946]

25 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution décret du 18 janvier 2018 visant l'établissement d'un cadastre des subventions en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 visant l'établissement d'un cadastre des subventions en Communauté française, les articles 2, 3 et 4 ;

Vu le « test genre » établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Considérant le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2019 ;

Vu l'avis n^o 66.085/2 du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis n^o 124/2019 du centre de connaissances de l'Autorité de protection des données, donné le 19 juin 2019 ;

Sur proposition du Ministre du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Le contenu du rapport visé l'article 2 du décret*

Article 1^{er}. Le rapport visé à l'article 2 du décret du 18 janvier 2018 visant l'établissement d'un cadastre des subventions en Communauté française est structuré en fonction de la répartition des compétences entre les Ministres telle que arrêtée par le Gouvernement.

Le cadastre des subventions a pour finalité d'assurer une plus grande transparence administrative et un respect de l'intérêt général lors de l'octroi de la subvention.

Art. 2. Concernant les informations budgétaires relatives aux subventions, le rapport mentionne, outre la division organique et l'article de base du décret contenant le budget des dépenses de l'année concernée à partir duquel les crédits sont alloués à la subvention, le programme d'activité dans lequel l'article de base est classé.

Pour les subventions allouées par les personnes morales de droit public créées par la Communauté française ou dépendant d'elles, en ce compris les structures juridiques nées au sein de ces dernières, le rapport mentionne l'article de base qui contient les moyens, tels que la dotation annuelle, alloués à ces personnes morales de droit public.

Art. 3. La base légale mentionnée dans le rapport indique, pour chaque subvention :

1^o le décret qui organise le subventionnement ;

2^o le cas échéant, l'arrêté du Gouvernement pris en application du décret visé au 1^o ;

3^o l'arrêté ministériel de subvention ou la décision de l'organe de gestion de l'instance subsidiante, lorsque cette information est nécessaire pour préciser la base légale appliquée à la subvention.

Art. 4. Lorsque le soutien financier consiste en l'octroi d'avantages en nature, le rapport précise uniquement si cette mise à disposition de ressources prend la forme d'un transfert de biens ou la fourniture de prestations.

Art. 5. Dans le rapport, la description du bénéficiaire est organisée de la manière suivante :

1^o s'il s'agit d'une personne morale, le rapport mentionne :

a) qu'il s'agit d'une personne morale ;

b) la dénomination de la personne morale telle que renseignée à la Banque-Carrefour des entreprises et le numéro BCE ;

c) la forme juridique de la personne morale ;

d) le code postal du siège de la personne morale.

2^o s'il s'agit d'une personne physique ou d'une association ou organisation sans personnalité juridique, le rapport mentionne :

a) qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une association ou organisation sans personnalité juridique ;

b) le code postal.

Art. 6. Dans le rapport, l'information relative au type de subvention précise si la subvention est nominative, obligatoire ou facultative.

Art. 7. Dans le rapport, l'information relative à la justification de la subvention mentionne :

1^o pour une subvention nominative, le libellé de l'article de base concerné ;

2^o pour une subvention obligatoire, s'il s'agit :

- d'une convention,

- d'un contrat-programme,

- d'une autre justification, si la justification n'est ni une convention ni un contrat-programme ;

3^o pour une subvention facultative, s'il s'agit d'un appel à projet ou, lorsque la subvention est octroyée en dehors d'un appel à projet, la référence aux compétences du Ministre ordonnateur.

Art. 8. Dans le rapport, l'information relative à la finalité de la subvention précise s'il s'agit, le cas échéant de manière cumulative :

1° d'une subvention de personnel ;

2° d'une subvention de frais généraux et/ou de fonctionnement ;

3° d'une subvention d'équipement ;

4° d'une subvention de capital ;

5° d'une subvention de projet, telle que visée par l'article 60, § 1^{er}, 2°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement et de la Communauté française.

6° d'une subvention générale, telle que visée par l'article 60, § 1^{er}, 1°, du décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement et de la Communauté française.

CHAPITRE 2. — *Le site internet dédié visé à l'article 3 du décret*

Art. 9. La base de données des subventions est mise en ligne annuellement sur un site internet spécifique de la Communauté française.

La mise à jour des données accessibles sur le site internet est réalisée chaque année dans les quinze jours calendrier de la transmission au Parlement du rapport visé à l'article 2 du décret.

Art. 10. La base de données publiée sur le site internet contient les informations visées par les articles 2 à 8 du présent arrêté, à l'exception de l'article de base, la division organique et le code de l'administration du décret contenant le budget des dépenses de l'année concernée à partir duquel les crédits sont alloués à la subvention.

Art. 11. Le site internet permet une recherche par année civile ainsi que via les différentes informations de la base de données.

Art. 12. § 1^{er}. La gestion de la base de données et du site internet dédié est coordonnée par le Ministère pour l'ensemble de la Communauté française.

§ 2. Le responsable du traitement de données à caractère personnel désigné dans le cadre du présent arrêté est la Direction générale du Budget et des finances. Elle fournit au bénéficiaire concerné les informations requises par les articles 13 et 14 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 3. Les données à caractère personnel sont conservées pour une durée indéterminée afin de pouvoir les consulter en vue de répondre à des questions parlementaires et d'effectuer des comparaisons entre les années budgétaires.

CHAPITRE 3. — *Entrée en vigueur et exécutoire*

Art. 13. Le présent arrêté produit son effet le 1^{er} janvier 2019, à l'exception des articles 9 à 12 qui produisent leurs effets le 15 juin 2020.

Art. 14. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 juin 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/41946]

25 JUNI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van het decreet van 18 januari 2018 betreffende de organisatie van een database en een verslag betreffende de subsidies in de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 betreffende de organisatie van een database en een verslag betreffende de subsidies in de Franse Gemeenschap, de artikelen 2, 3 en 4 ;

Gelet op de « gendertest » uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 maart 2019;

Gelet op het advies nr. 66.085/2 van de Raad van State, gegeven op 27 mei 2019, met toepassing van artikel 8484, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. 124/2019 van het kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 juni 2019 ;

Op de voordracht van de Minister van Begroting ;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *De inhoud van het verslag bedoeld in artikel 2 van het decreet*

Artikel 1. Het verslag bedoeld in artikel 2 van het decreet van 18 januari 2018 betreffende de organisatie van een database en een verslag betreffende de subsidies in de Franse Gemeenschap is gestructureerd volgens de verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers, zoals vastgesteld door de Regering.

De database van de subsidies heeft tot doel om bij de toekenning van de subsidie voor een grotere administratieve transparantie en de naleving van het algemeen belang te zorgen.

Art. 2. Met betrekking tot de begrotingsinformatie over de subsidies vermeldt het verslag naast de organisatieafdeling en het basisartikel van het decreet houdende de uitgavenbegroting van het betrokken jaar vanaf hetwelk de kredieten aan de subsidie worden toegekend, ook het activiteitenprogramma waarin het basisartikel wordt ingedeeld.

Voor de subsidies toegekend door de publiekrechtelijke rechtspersonen opgericht bij de Franse Gemeenschap of die hieronder ressorteren, met inbegrip van de juridische structuren die hierin ontstaan zijn, vermeldt het verslag het basisartikel dat de middelen bevat, zoals de jaarlijkse dotatie, toegekend aan deze publiekrechtelijke rechtspersonen.

Art. 3. De wettelijke basis vermeld in het verslag bepaalt, voor elke subsidie:

1° het decreet dat de subsidie organiseert;

2° in voorkomend geval, het besluit van de Regering genomen ter uitvoering van het decreet bedoeld in 1° ;

3° het ministerieel besluit betreffende de subsidie of de beslissing van het beheersorgaan van de subsidiërende instantie, wanneer deze informatie nodig is om de aan de subsidie toegepaste wettelijke basis nader te bepalen.

Art. 4. Als de financiële steun in de toekenning van voordelen in natura bestaat, vermeldt het verslag alleen maar of deze terbeschikkingstelling van middelen in de vorm van de overdracht van goederen of levering van prestaties gebeurt.

Art. 5. In het verslag wordt de beschrijving van de begunstigde op de volgende manier georganiseerd:

1° als het om een rechtspersoon gaat, vermeldt het verslag :

a) dat het om een rechtspersoon gaat ;

b) de benaming van de rechtspersoon zoals aangegeven bij de Kruispuntbank van Ondernemingen en het KBO-nummer ;

c) de rechtsvorm van de rechtspersoon ;

d) de postcode van de zetel van de rechtspersoon.

2° als het om een natuurlijke persoon of een vereniging of een organisatie zonder rechtspersoonlijkheid gaat, vermeldt het verslag :

a) dat het om een natuurlijke persoon of een vereniging of een organisatie zonder rechtspersoonlijkheid gaat;

b) de postcode.

Art. 6. In het verslag bepaalt de informatie over het type subsidie of de subsidie nominatief, verplicht of facultatief is.

Art. 7. In het verslag bepaalt de informatie over de verantwoording van de subsidie:

1° voor een nominatieve subsidie, de bewoording van het betrokken basisartikel ;

2° voor een verplichte subsidie, of het gaat om :

- een overeenkomst,

- een programmaovereenkomst,

- een andere verantwoording, als de verantwoording geen overeenkomst of programmaovereenkomst is;

3° voor een facultatieve subsidie, of het om een projectoproep gaat, en wanneer de subsidie buiten een projectoproep wordt toegekend, de verwijzing naar de bevoegdheden van de ordonnancerende Minister.

Art. 8. In het verslag bepaalt de informatie over de finaliteit van de subsidie of het gaat in voorkomend geval cumulatief om:

1° een subsidie voor personeelskosten ;

2° een subsidie voor algemene en/of werkingskosten;

3° een uitrustingssubsidie ;

4° een kapitaalsubsidie ;

5° een projectsubsidie, zoals bedoeld in artikel 60, § 1, 2°, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

6° een algemene subsidie, zoals bedoeld in artikel 60, § 1, 1°, van het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK 2. — *De specifieke website bedoeld in artikel 3 van het decreet*

Art. 9. De databank van de subsidies wordt jaarlijks online gezet op een specifieke website.

De gegevens beschikbaar op de website worden elk jaar geüpdatet binnen vijftien kalenderdagen na de mededeling aan het Parlement van het verslag bedoeld in artikel 2 van het decreet.

Art. 10. De databank gepubliceerd op de website bevat alle informatie bedoeld in de artikelen 2 tot en met 8 van dit besluit, met uitzondering van het basisartikel, de organisatieafdeling en de code van de administratie van het decreet houdende de uitgavenbegroting van het betrokken jaar vanaf hetwelk de kredieten aan de subsidie worden toegekend.

Art. 11. De website maakt het mogelijk om zowel op kalenderjaar alsook op de verschillende informatie in de databank te zoeken

Art. 12. § 1. Het beheer van de databank en de specifieke website wordt voor de hele Franse Gemeenschap door het Ministerie gecoördineerd.

§ 2. De verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens aangesteld in het kader van dit besluit is de Algemene Directie Begroting en Financiën. Zij deelt de betrokken begunstigde de informatie mee die in de artikelen 13 en 14 van de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG is vereist.

§ 3. De persoonsgegevens worden voor onbepaalde duur behouden om die te kunnen raadplegen om op parlementaire vragen te kunnen antwoorden en vergelijkingen tussen begrotingsjaren te kunnen maken.

HOOFDSTUK 3. — *Inwerkingtreding en uitvoering*

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019, met uitzondering van de artikelen 9 tot en met 12 die op 15 juni 2020 in werking treden.

Art. 14. De Minister van Begroting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 juni 2020.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",

Fr. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/15079]

25 JUIN 2020. — Décret modifiant le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article unique. A l'article 96, § 1^{er} du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les mots « la requête porte sur une décision individuelle relative à : » devient le 1° ;

2° Les mots : « a) une subvention structurelle ;

b) une subvention facultative pluriannuelle ; » sont insérés sous la phrase « la requête porte sur une décision individuelle relative à : » ;

3° Le 1°, tel que créé par le décret du 28 mars 2019, devient le 2°, et la suite de la numérotation de ce paragraphe est adaptée en conséquence

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 juin 2020.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,

C. DESIR

Note

Session 2019-2020

Documents du Parlement. – Proposition de décret, n° 92-1. - Texte adopté en séance plénière, n° 92-2.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 24 juin 2020.